

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE NATIONALE POLONAISE AU XIX^e SIÈCLE

Un problème aussi vaste ne peut être résolu dans un exposé succinct, d'autant plus qu'il n'a été que fort peu étudié jusqu'à ce jour. Je me bornerai donc à poser le problème, à tenter d'en définir la teneur et à proposer certaines recherches méthodologiques.

La conscience nationale est une catégorie historique et la teneur de cette notion change dans le temps et l'espace. Nous retrouvons déjà des éléments de la conscience nationale dans les temps anciens, lorsque la période de la communauté primitive des hommes prit fin et que les membres d'une tribu commencèrent à opposer leur propre langue et leurs propres coutumes à celles d'autres tribus avec lesquelles ils menaient des guerres ou échangeaient des marchandises. Ce n'est qu'au début du Moyen Age, que nous pouvons parler en ce sens de la conscience nationale des Polonais ou — pour le formuler plus prudemment — de leur conviction de faire partie d'une nation ayant les mêmes traditions et les mêmes coutumes. Cette conscience fut formée ensuite par l'État et la classe qui détenait le pouvoir dans cet État. La fidélité envers la monarchie, la dynastie et ses symboles cimentait peu à peu une communauté établie sur un territoire donné et contribuait à l'époque féodale à rassembler des éléments parfois très divers et à créer une nation dans le sens moderne de ce terme. La création d'États dont les frontières territoriales ne répondaient pas à leurs frontières linguistiques fut caractéristique du féodalisme, surtout en Europe centrale. C'est précisément ici qu'à l'époque moderne l'idéologie nationale ne devait plus être en harmonie avec l'idéologie de l'État.

Le développement du capitalisme et les révolutions bourgeoises qui l'accompagnaient plaçaient au premier rang la conscience nationale des masses populaires que les seigneurs avaient méconnue jusqu'alors. Au seuil du XIX^e siècle, ce problème se présentait différemment dans les diverses régions de l'Europe. La conscience nationale cessa d'être un problème dans des pays tels que l'Angleterre ou la France

qui avaient déjà eu leurs révolutions bourgeoises. En Allemagne et en Italie, la conscience nationale s'exprimait par la tendance à unir tous les Allemands — respectivement, tous les Italiens — dans un seul État. Parmi les nations dépourvues depuis longtemps non seulement de leur propre État, mais aussi de leur couche dominante, la conscience nationale qui s'éveillait au XIX^e siècle s'identifiait tout d'abord avec la tendance à définir leur propre particularité et à recréer leur propres traditions historiques et culturelles¹. L'exigence de l'autonomie ou d'une indépendance politique complète ne devait se manifester que plus tard.

Le cas de la Pologne était différent. Dans ce pays, la conscience nationale s'associait inévitablement à l'indépendance, perdue tout récemment. Dans la période du partage de la Pologne, seul un Polonais qui n'acceptait pas la perte de cette indépendance, était conscient de sa nationalité. Le désir de voir les Polonais conserver leur particularité linguistique et culturelle malgré la perte de leur propre État, pouvait déjà témoigner d'une attitude nationale. A un échelon plus élevé de la conscience, se manifestait le désir de défendre ou de renforcer la nationalité polonaise, et à un niveau encore plus élevé, celui de prendre une part active aux luttes pour l'indépendance, luttes parfois revêtues d'un caractère légaliste, mais le plus souvent révolutionnaires et insurrectionnelles².

Nous savons pertinemment que le degré de la conscience nationale variait suivant les couches sociales, les régions de la Pologne et les étapes de la période de l'asservissement. En règle générale, nous admettons qu'au seuil du XX^e siècle, la conscience nationale était plus fortement enracinée dans la société polonaise qu'au moment du partage de la Pologne. Il nous est cependant difficile de préciser les étapes du développement de la conscience nationale des différents groupes sociaux, et encore plus difficile de définir les éléments qui en favorisaient l'accroissement et ceux qui lui étaient préjudiciables, voire opposés. Les recherches sur la conscience nationale au cours des époques révolues sont entravées surtout par le peu d'utilité de la plupart des sources qui nous en disent long sur le comportement des hommes, mais ne nous donnent que très peu d'informations sur leurs sentiments.

¹ Cf. Notis Botzaris, *Visions balkaniques dans la préparation de la révolution grecque 1789 - 1821*, Genève 1962; Ap. Dascalakis, Rhigas Velestinlis, *La Révolution française et les préludes de l'indépendance hellénique*, Paris 1937; D. Djordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques 1804 - 1914*, Beograd 1965; F. Ponteil, *L'Éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815 - 1848)*, Paris 1960.

² V. A. Francev, *Polškoje slavjanovedenje konca XVIII i pervej četverti XIX st.*, Praha 1906; M. Handelsman, *Rozwój narodowości nowoczesnej [Le Développement de la nationalité moderne]*, vol. I — II, Warszawa 1924 et 1926; *Wielkopole XIX wieku [Les Habitants de la Grande-Pologne au XIX^e siècle]*, vol. I, ouvrage collectif sous la rédaction de W. Jakóbczyk, Poznań 1966; Z. Klarnierówna, *Słowianofilstwo w literaturze polskiej lat 1800 - 1848 [La Slavophilie dans la littérature polonaise des années 1800 - 1848]*, Warszawa 1926; l'ouvrage de J. Szacki, *Ojczyzna, naród, rewolucja [La Patrie, la nation, la révolution]*, Warszawa 1962, a servi de point de départ aux recherches sur la formation de la conscience de la société à cette époque.

La tentative de saisir la conscience nationale en se basant sur les attitudes prises par des individus ou par des groupes d'hommes est une entreprise fort délicate du point de vue méthodique.

Elle n'est relativement simple qu'en ce qui concerne les groupes de la société polonaise qu'on avait pris l'habitude au siècle écoulé de qualifier d'«éclairés» et qui se composaient des classes possédantes et de l'intelligentsia professionnelle. Ces groupes étaient pleinement conscients de leur nationalité au temps du Siècle des Lumières et ils n'ont pas cessé de l'être durant toute la période de l'asservissement. On pourrait cependant rappeler ici qu'au cours du XIX^e siècle, certaines fractions importantes des classes possédantes et de l'intelligentsia évitaient parfois de participer aux luttes pour l'indépendance et que certains représentants de ces couches proclamaient publiquement que la Pologne n'était pas en état de reconquérir son indépendance et que toute activité déployée dans ce but ne pouvait lui être que nuisible. Nous n'aurions cependant pas raison en présumant que les camps et les groupements politiques dont l'activité était objectivement préjudiciable à la cause nationale, avaient cessé pour autant de se considérer comme polonais. Le plus souvent, ils identifiaient plus ou moins sciemment la cause nationale avec les intérêts de leur propre classe sociale. Nous connaissons des adversaires décidés de la lutte armée pour l'indépendance qui étaient pourtant très méritants dans le domaine du «travail organique». Nous en connaissons d'autres qui durant des années étouffaient toute velléité d'insurrection et dans certaines circonstances s'engageaient dans le «mouvement»³.

Néanmoins, les conditions de vie dans le pays asservi et la malveillance dont certains milieux faisaient preuve à l'égard de l'idée de l'indépendance, entraînaient la dénationalisation non seulement d'individus, mais aussi de groupes entiers, également dans les milieux «éclairés». Nous en trouvons des exemples parmi les aristocrates polonais qui, par leur mariage avec des étrangères, entraînaient dans l'aristocratie de l'un des États qui s'étaient partagés la Pologne. L'émigration politique contribuait également à dénationaliser un certain nombre de descendants de patriotes parfois éminents. Une partie des déportés en Sibérie et de l'intelligentsia qui faisait fortune en Russie perdaient contact avec la patrie. Rappelons aussi la noblesse appauvrie — assez nombreuse, surtout avant 1863 — qui cherchait à gagner sa vie au service du tsar ou à y faire carrière. Repoussée automatiquement par la société polonaise, elle fournissait souvent au tsar des exterminateurs zélés de la nationalité polonaise. Tous ces cas où des Polonais

³ S. Kieniewicz, *Między ugodą a rewolucją : Andrzej Zamoyski w latach 1861 - 1862* [*Entre l'entente et la révolution : Andrzej Zamoyski dans les années 1861 - 1862*], Warszawa 1962; H. Wereszycki, *Hotel Lambert i obóz Białych przed wybuchem powstania styczniowego* [*L'Hôtel Lambert et le camp des Blancs avant le déclenchement de l'insurrection de janvier*], «Przegląd Historyczny», vol. I, 1959, pp. 514 - 544; M. Handelsman, *Adam Czartoryski*, vol. I, Warszawa 1948; S. Smolka, *Polityka Lubeckiego przed powstaniem listopadowym* [*La Politique de Lubecki avant l'insurrection de novembre*], vol. I - II, Kraków 1907.

avaient renié leur nationalité, ne changeaient pas l'aspect général des couches «éclairées» qui étaient conscientes d'être polonaises, même si elles ne déployaient pas toujours une activité patriotique. D'autre part, ces couches étaient capables de s'assimiler des étrangers qui s'établissaient en Pologne, soit comme propriétaires fonciers, soit comme propriétaires d'entreprises capitalistes. Nous savons que les descendants des fonctionnaires autrichiens en Galicie qui épousaient des Polonaises, se polonisaient le plus souvent. L'assimilation d'une grande partie de l'intelligentsia juive avait une plus grande importance, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, d'autant plus que son nombre s'accroissait rapidement à partir de la moitié du XIX^e siècle⁴. Mettons aussi en relief que les fils des paysans, en avançant au rang de l'intelligentsia, adoptaient une attitude nationale polonaise, tout au moins sur les territoires où la population polonaise était particulièrement dense. En Galicie orientale, la polonisation de l'intelligentsia d'origine ukrainienne s'affaiblit et prit fin durant la seconde moitié du siècle dernier.

Toutes ces questions sont relativement simples et connues. Nos informations sur la conscience nationale des masses populaires sont cependant bien plus modestes. Il convient de prendre séparément en considération la situation à la campagne et la situation dans les villes. En parlant de la campagne, ce ne sont pas seulement les paysans qui doivent retenir notre attention: au XIX^e siècle très nombreux étaient les groupes de petits agriculteurs qui ne faisaient pas partie de la paysannerie, mais de la petite noblesse, dite de *zagon*. Nous considérons que ces gentilshommes-campagnards, conscients de leur nationalité polonaise depuis des siècles, ont conservé leur attitude patriotique inébranlable durant la période de l'asservissement. Cette conviction, peut-être trop idéalisée si l'on tient compte de la quotidienneté, est cependant justifiée pour autant qu'au moment des insurrections, ces gentilshommes-campagnards n'ont jamais causé de déception. Il conviendrait cependant de se demander si l'attitude des gentilshommes-campagnards à l'égard des luttes nationales au XIX^e siècle différente de celle de la paysannerie, peut être expliquée par le fait que la petite noblesse n'était pas soumise au servage et aux corvées. Ou bien, s'enorgueillissant d'appartenir à l'état nobiliaire, était-elle fidèle à la tradition d'une République indépendante ?

⁴ D. Fajnhauz, *Ludność żydowska na Litwie i Białorusi a powstanie styczniowe* [La Population juive en Lituanie et Biélorussie et l'insurrection de janvier], «Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego», 1961, n° 37, pp. 3 - 34, n° 38, pp. 39 - 68; R. Bender, *Ludność żydowska na Lubelszczyźnie w akcji przedpowstaniowej 1861 - 1862* [L'Activité de la population juive de la région de Lublin avant l'insurrection de janvier, 1861 - 1862], *ibidem*, 1960, n° 35, pp. 47 - 54; B. Nadel, *O stosunku Żydów na Wileńszczyźnie do powstania styczniowego* [L'Attitude des Juifs de la région de Vilno à l'égard de l'insurrection de janvier], *ibidem*, 1958, n° 28, pp. 39 - 63; J. K. Urbach, *Udział Żydów w walce o niepodległość Polski* [La Participation des Juifs à la lutte pour l'indépendance de la Pologne], Warszawa 1938. *Spiskowcy i partyzanci 1863 r.* [Les Conspirateurs et les insurgés en 1863], ouvrage collectif sous la rédaction de Stefan Kieniewicz, pp. 129, 137, 140.

Ou, enfin, considérait-elle — par ailleurs à juste titre — qu'elle était une couche persécutée, chicanée et menacée par les États qui avaient partagé la Pologne? C'est à ces trois éléments, d'ailleurs interdépendants, que je serais porté à attribuer l'attitude prise par la noblesse de *zagon*. Je voudrais également attirer l'attention sur un autre groupe de la population qui se trouvait sous certains rapports à mi-chemin entre la petite noblesse et la paysannerie, à savoir sur les bourgeois-agriculteurs. Petits propriétaires terriens, ils gagnaient leur vie à cultiver la terre et n'appartenaient pas à la paysannerie, mais payaient des redevances en argent, en nature et en travail aux propriétaires des villes privées et étaient souvent en désaccord avec ces derniers. En 1861, de même que les paysans, ils ont pris part au mouvement exigeant l'abolition du servage, mais en 1863, ils ont accepté les mots d'ordre insurrectionnels beaucoup plus facilement que les paysans. Il semble que dans ce cas, c'est la conviction d'appartenir à un autre état qui a exercé son influence.

Mais revenons à la paysannerie, cet état — le plus nombreux dans la période en question — qui a décidé de l'attitude de la nation et de son sort. Nous avons déjà constaté que le XIX^e siècle était le théâtre de l'accroissement de la conscience nationale polonaise aussi — et peut-être avant tout — parmi les paysans. Ce serait cependant simplifier grandement les choses que d'attribuer à ce phénomène un caractère permanent. L'attitude que les paysans prenaient à l'égard de la cause nationale était à l'ordre du jour après la défaite de 1831, lorsque la démocratie polonaise reconnut que le peuple était le levier principal de la libération de la nation. Les «démocrates-apôtres» qui parlaient alors au peuple, constataient avec tristesse et effroi que dans le Royaume et en Galicie, une immense majorité des paysans était indifférente, voire hostile à la propagande insurrectionnelle. Aujourd'hui, nous nous rendons compte des sources de cet état de choses. La crise du système féodal rendait la situation du paysan de plus en plus difficile et aggravait à tel point la lutte des classes que tout ce qui ne s'y rapportait pas, n'avait qu'une importance secondaire. Un démocrate propageant la solidarité des classes n'était pas en état de convaincre un paysan qu'il pourrait se libérer du joug des seigneurs s'il prenait part aux luttes dirigées non pas contre ces seigneurs, mais contre l'occupant. Le paysan se souvenait de l'insurrection «seigneuriale» de 1831 qui ne lui avait rien donné et il comptait plutôt sur le «bon empereur» pour améliorer son sort. Nos historiens prétendent qu'il aurait été possible de résoudre ce dilemme, mais ce thème dépasse déjà le cadre de cet exposé.

La constatation basée sur de nombreux témoignages que, durant la période comprise entre les deux insurrections, les paysans ne voulaient pas se battre pour la Pologne (pour une Pologne, selon eux, «seigneuriale»), nous permet-elle d'en déduire que la conscience nationale polonaise leur ait été complètement étrangère? Cette constatation est-elle aussi valable pour les décennies précédentes? La conscience nationale du paysan polonais, comment se présentait-elle dans la période qui a précédé le partage de la Pologne? Nous ne pouvons pas présumer qu'elle

ait été nulle, même dans les conditions du système de la servitude. De 1792 à 1813, des dizaines de milliers de soldats, des fils de paysans, ont combattu sous les étendards nationaux, la plupart par suite du recrutement, mais aussi de nombreux volontaires. Dans quelle mesure l'attitude combattive de ces soldats reflétait-elle le patriotisme des villages dont ils étaient originaires? Dans quelle mesure le patriotisme de l'armée exerçait-il son influence sur la population rurale? Pour le moment, nous laisserons ces questions sans réponse. Elles ne font que signaler l'orientation souhaitable des recherches.

Le développement hypothétique de la conscience nationale de la paysannerie pourrait avoir eu les étapes suivantes: tout d'abord celle d'une stabilisation relative du système féodal, d'une faible lutte des classes et donc aussi d'une faible conscience de classe des paysans. A cette étape, la cour seigneuriale, appuyée par la cure, impose encore aux paysans sa propre idéologie. Le patriotisme, propre aux couches «éclairées» se communique si non à tous les paysans, alors tout au moins à ceux qui sont au service des seigneurs. Si le fils d'un seigneur monte à cheval pour aller à la guerre, les valets de ferme en font autant pour l'accompagner, comme en témoignent les sources de 1806, 1809 et même de 1830.

La seconde étape est celle des échecs des insurrections successives, échecs qui amoindrissent l'autorité des seigneurs. La noblesse riche se tient à distance de toute activité ayant l'indépendance pour but. En même temps s'aggrave le conflit au sujet des terres et, aux yeux des paysans, son importance dépasse de beaucoup celle de toutes les autres questions. Le paysan croit que la bureaucratie de l'occupant sera son alliée, sa protectrice dans la lutte contre le seigneur. Cette conviction explique pourquoi les paysans manifestent ouvertement leur aversion pour les appels à l'indépendance lancés par les couches «éclairées».

Et, enfin, la troisième étape, celle de la réforme qui affranchit les paysans. Cette réforme, que les mouvements révolutionnaires ont extorquée dans plus d'un cas (en 1848 et 1864) au gouvernement de l'occupant, affaiblit la tension sociale à la campagne et crée un nouveau plan de malentendus entre les paysans et les autorités de l'occupant. L'accroissement du bien-être et le progrès de l'instruction publique ouvrent la voie à une plus grande indépendance de la paysannerie et lui permettent de mieux comprendre non seulement ses intérêts de classe, mais aussi ses devoirs nationaux et civiques. Le paysan qui s'émancipe et rejette la tutelle de l'occupant appartient généralement à la génération qui a vu le jour après l'abolition du servage.

Ce schéma simplifie de beaucoup la question. Le paysan traditionaliste, le paysan «impérial» et le paysan, citoyen conscient de ses devoirs ne sont pas trois phénomènes chronologiquement délimités. Les éléments de ces trois attitudes se heurtent ou coexistent durant tout le XIX^e siècle et leur évolution s'effectue différemment dans chaque région et aussi dans chaque groupe de la population rurale. L'analyse scientifique de cette évolution est exceptionnellement difficile.

Les documents qui traitent du comportement des paysans n'en esquissent que l'aspect extérieur. Chaque paysan qui a pris part à l'insurrection de janvier n'était pas forcément un patriote polonais, et nous ne pouvons pas considérer comme dépourvu de sentiments patriotiques chaque paysan dont l'attitude était passive en 1863. Il n'est pas permis d'accepter aveuglément ni les témoignages des propriétaires fonciers ni les témoignages bureaucratiques, qui traitent de l'hostilité du paysan envers la cause polonaise, ni la propagande démocratique qui prétend l'inverse. Les déclarations que les paysans ont présentées, à tour de rôle, aux autorités de l'occupant et aux autorités des insurgés ne peuvent pas toujours être considérées comme reflétant les convictions sincères de la communauté. La correspondance adressée à la presse populaire et publiée dans cette presse est tout aussi décevante. Nous ne disposons pas de lettres privées des paysans du XIX^e siècle et les raisons en sont évidentes. Nous ne pouvons avoir recours qu'aux mémoires des hommes politiques d'origine paysanne qui traitent des changements survenus aussi bien à la campagne, dont ils sont originaires, que dans la conscience des paysans. Ces mémoires ne sont nombreux que vers la fin du XIX^e siècle, mais ils se rapportent à la période du servage. La poésie populaire est également une source précieuse et insuffisamment mise à profit, mais très difficile à interpréter.

Tout cela prouve que les jugements que nous porterons sur la conscience nationale du paysan dans la période qui a précédé son affranchissement, ne cesseront jamais d'être plus ou moins hypothétiques. Par contre, les études consacrées au développement de la conscience nationale de la paysannerie après son affranchissement dans les différentes régions, nous semblent non seulement possibles, mais aussi très souhaitables⁵. Ces études devraient tenir compte des prémisses socio-économiques du développement de la nouvelle idéologie et des prémisses politiques, surtout de celles qui étaient liées à l'activité des autorités de l'occupant, de l'activité que les différents camps politiques polonais déployaient à la campagne et, enfin, de l'activité du milicu rural lui-même. Il convient cependant de ne pas attribuer à toute la population rurale les points de vue et les convictions qui étaient caractéristiques des milieux où les hommes politiques du mouvement paysan déployaient leur activité et que les sources nous font mieux connaître. Dans aucune des régions de la Pologne, le mouvement paysan n'était pas un mouvement de masse jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Même en Poznanie, la plupart des cercles agricoles ne représentaient pas encore toute la campagne. Il serait particulièrement instructif de faire des recherches sur les points de vue et le comportement des

⁵ Cf. S. Kieniewicz, *Sprawa włościańska w powstaniu styczniowym* [La Question paysanne dans l'insurrection de janvier], Wrocław 1953; H. Grynwaser, *Sprawa włościańska w Królestwie Polskim w latach 1861 - 1862* [La Question paysanne dans le Royaume de Pologne au cours des années 1861 et 1862], Wrocław 1951; S. Płoski, *O stosunku ludności Podlasia do powstania styczniowego* [L'Attitude de la population de Podlachie à l'égard de l'insurrection de janvier], «Przegląd Socjologiczny», 1937, pp. 329 - 350.

différents groupes de la paysannerie: des paysans riches, des petits cultivateurs, des paysans sans terre, et d'en comparer les résultats ⁶.

La place que le paysan occupe dans les rapports de production façonne évidemment sa conscience. L'abolition du servage et des corvées a exercé une influence décisive sur la transformation de la conscience du paysan, donc aussi de sa conscience nationale. Ce n'est que sur cette toile de fond que nous devons nous efforcer de définir les autres motifs — surtout les motifs politiques — du comportement du paysan. Le fait que du point de vue formel et juridique il avait reçu des terres en propre du monarque, le liait aux autorités de l'occupant et l'empêchait de tendre vers l'indépendance. D'autres mesures prises par les gouvernements étrangers étaient cependant opposées aux intérêts du paysan et à ses convictions. La colonisation allemande dans la zone de l'occupation prussienne, le recrutement de soldats dans le Royaume de Pologne du temps de Paskiewicz et, après l'affranchissement des paysans, la russification des écoles, des communes et des tribunaux, et, en Galicie, l'alliance des autorités autrichiennes avec les grands propriétaires fonciers, tout cela contribuait à éloigner le paysan des occupants. Il convient aussi de ne pas oublier le rôle de la religion. Dans deux zones d'occupation, russe et prussienne, le représentant de l'occupant était pour le paysan un étranger aussi du point de vue de la religion. Les conflits, tels que le *Kulturkampf* dans la zone prussienne, ou l'abolition de l'Église uniaste dans les régions de Chelm et de Grodno, avaient des répercussions dans la conscience nationale des masses paysannes. La religion protestante professée par les paysans de la Mazurie favorisait la germanisation en Prusse protestante, mais la religion protestante professée par les habitants de la région de Cieszyn n'avait pas cette signification en Autriche catholique. Ce sont des choses généralement connues, mais il serait intéressant de savoir quelles étaient les proportions de l'influence exercée par les motifs religieux, politiques et socio-économiques.

Et voici un autre problème: c'est avec une juste fierté que nous parlons et écrivons de l'influence considérable que l'enseignement clandestin a exercée sur la conscience nationale des paysans. Mais au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, un paysan était-il un Polonais parce qu'on l'en avait convaincu, ou parce que les éléments qui avaient façonné sa conscience nationale lui avaient fait aimer la langue polonaise? Si du point de vue de l'évolution de la conscience nationale ce fait n'avait guère d'importance, il en a pour le chercheur et pour ses recherches méthodiques.

⁶ Cf. M. Meloch, *Sprawa włościańska w powstaniu listopadowym* [La Question paysanne dans l'insurrection de novembre], Warszawa 1953; S. Kieniewicz, *Konspiracje galicyjskie 1831 - 1845* [Conspirations en Galicie, 1831 - 1845], Warszawa 1950; Seweryn Goszczyński, *Do Centralizacji Towarzystwa Demokratycznego polskiego, 27 XII 1838* [Appel à la direction de la Société Démocratique Polonaise du 27 décembre 1838], dans: *Rewolucja Polska 1846 roku. Wybór źródeł* [Révolution polonaise de 1846. Choix de documents], publié par S. Kieniewicz, Wrocław 1950, pp. 7 - 8.

L'évolution de la conscience nationale des masses de la population urbaine pose des problèmes différents ⁷. Dans les villes, nous avons affaire à une population hétérogène du point de vue linguistique. Les couches pauvres de la population de nationalité polonaise donnent déjà des preuves de patriotisme dans la période qui a précédé le partage de la Pologne, comme en témoignent de nombreux exemples du temps de la Confédération du Bar, de la Diète de Quatre Ans et de l'insurrection de Kościuszko. Cet état de choses se maintient après le partage du pays: l'artisan, l'ouvrier, le gamin polonais sont hostiles à l'occupant et toujours prêts à manifester cette hostilité, à conspirer contre l'occupant et à s'insurger. Ces sentiments se renforcent aux moments des élans nationaux. Ils se communiquent aussi à certains groupes de la population allemande et juive et accélèrent leur assimilation.

La conscience nationale de la classe ouvrière se présente différemment. Elle est conditionnée par l'origine très diverse des premiers milieux ouvriers et par la formation très lente d'une attitude homogène de la classe ouvrière. Au début du capitalisme il est compréhensible que l'ouvrier accepte différemment les questions nationales s'il est un artisan ou un ouvrier d'origine paysanne, un autochtone ou un nouveau venu, s'il parle le polonais, l'allemand, le biélorusse ou le yiddish. Finalement, les ouvriers prennent une attitude uniforme en ce sens, qu'ils sont de plus en plus sensibles aux mots d'ordre nationaux. Indépendamment de leur origine, ils participent aussi en masse et de leur plein gré à l'insurrection de janvier 1863 ⁸. Ils ne sont pas encore conscients de la particularité de leur classe. Dans les grands centres, tels que Varsovie, on pourrait même dire qu'ils

⁷ B. Leśnodorski, *Les Jacobins polonais*, Paris 1966; A. Barszczewska, *Z badań nad dziejami powstania listopadowego na terenie Łodzi i okręgu łódzkiego* [Recherches sur l'histoire de l'insurrection de novembre à Łódź et dans la région de Łódź], «Rocznik Łódzki», 1958, pp. 25 - 45; W. Tokarz, *Insurrekcja warszawska* [L'Insurrection de Varsovie], Lwów 1934; W. Smoleński, *Jan Dekert, prezydent starej Warszawy* [Jan Dekert, président de l'ancienne Varsovie], Warszawa 1912; T. Lepkowski, *Robotnicy i plebs Warszawy w powstaniu listopadowym* [Les Ouvriers et le bas peuple de Varsovie au cours de l'insurrection de novembre], «Kwartalnik Historyczny», vol. LX, 1953, n° 4, pp. 86 - 108; J. Berghauzen, *Z badań nad składem społecznym i ideologią organizacji spiskowych w Królestwie Polskim w latach 1835 - 1846* [Recherches sur la composition sociale et l'idéologie des organisations de conspirateurs dans le Royaume de Pologne de 1835 à 1846], «Przegląd Historyczny», vol. XLVII, 1956, pp. 117 - 169.

⁸ Cf. I. Koberdowa, *Klasa robotnicza a powstanie styczniowe* [La Classe ouvrière et l'insurrection de janvier], «Z pola walki», 1963, n° 1, pp. 3 - 14; S. Kieniewicz, *Warszawa w powstaniu styczniowym* [Varsovie durant l'insurrection de janvier], Warszawa 1963; R. Kolodziejczyk, *Warszawska żandarmeria narodowa w powstaniu styczniowym* [La Gendarmerie nationale de Varsovie au cours de l'insurrection de janvier], «Roczniki Warszawskie», 1960, pp. 143 - 180. *Zródła do historii klasy robotniczej okręgu łódzkiego* [Les Sources relatives à l'histoire de la classe ouvrière dans la région de Łódź] préparé par Missalowa, Warszawa 1957, pp. 519 - 532, *passim*. W. Kula, *Niemieccy koloniści przemysłowi wobec powstania listopadowego* [Les Colonistes industriels allemands en face de l'insurrection du novembre 1831], «Przegląd Historyczny», 1957, vol. XLVIII, pp. 751 - 767.

suivent l'exemple de la petite bourgeoisie dont ils ne se sont pas encore séparés complètement. Mais comment cette question se présente-t-elle dans d'autres milieux ? Dans le bassin de Kielce et de Dąbrowa, il n'y a pas de petite bourgeoisie polonaise. Dans le district de Łódź, la tradition politique — si elle y existe en général — est éminemment anti-insurrectionnelle (1831). Dans les raffineries de sucre de la Couïavie et de Łowicz travaillent des ouvriers ruraux, dépourvus de toute tradition politique. Et pourtant, ils s'engagent sans la moindre hésitation dans l'organisation des insurgés, appelée «organisation rouge» et prennent part aux luttes les armes à la main. Ce prolétariat qui n'a pas ses propres moyens de production est prédisposé à accepter les mots d'ordre révolutionnaires, même avant qu'il ne les empreigne de sa propre conscience de classe.

Ce n'est que dans la période suivante de son développement que le mouvement ouvrier sera pleinement conscient de la particularité des intérêts du prolétariat et de ses buts. Cette particularité exercera aussi son influence sur l'attitude que les ouvriers polonais prendront à l'égard de la question nationale. De nouveau nous avons affaire à un problème que les recherches n'ont presque pas effleuré. On a beaucoup écrit au sujet de l'attitude que les partis ouvriers ont prise à l'égard de la question nationale⁹. Mais les programmes des partis et les déclarations des dirigeants sont une chose, et les points de vue et les sentiments des masses ouvrières en sont une autre. Ils l'étaient tout au moins jusqu'à 1905, car ce n'est qu'alors que le mouvement ouvrier polonais devint réellement un mouvement de masse. Même si l'on prend en considération un ouvrier conscient des buts que son parti veut atteindre, je doute fort si ses points de vue, par exemple sur la cause nationale, répondaient toujours à ceux de son parti. Il est évident que dans une certaine mesure le parti façonnait ses opinions. Mais le façonnait-il à ce point que tous les membres et tous les sympathisants de la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie étaient peu sensibles à la question de l'indépendance de la Pologne et que tous les partisans du Parti Socialiste Polonais considéraient l'indépendance comme un but ayant la prééminence sur les problèmes sociaux ? Certes, la popularité relative de l'un ou l'autre courant du mouvement ouvrier peut nous dire quelque chose du degré et des tendances de la conscience nationale des différents milieux ouvriers. Mais il serait risqué de prétendre que la cause nationale eût été le critère qui décidait de l'attraction que tel ou tel autre

⁹ J. Kancewicz, *Lenin i niektóre problemy polskiego ruchu robotniczego (przed rokiem 1918)* [*Lenin et quelques problèmes d'histoire du mouvement ouvrier polonais (avant 1918)*], dans: *Z dziejów idei leninowskich w Polsce*, Warszawa 1961, pp. 64 - 120; *Rewizja założeń programowych przedrozłamowej PPS przez PPS Lewicę (Dyskusja w Zakładzie Historii Partii)* [*La Révision du programme du Parti Socialiste Polonais avant la scission — Discussion dans l'Institut d'Histoire du Parti*], «Z pola walki», 1962, nr 1, pp. 88 - 144; F. Tych, *Czynniki społeczne w polskim procesie dziejowym*, [*Facteurs sociaux dans l'évolution historique polonaise*] «Nauka Polska», 1967, nr 6 pp. 37 - 60; A. Warski, *Dwudziestoletni spór z Leninem* [*Le Débat de vingt ans avec Lenin*], A Warski, *Wybór pism i przemówień*, vol. II, Warszawa 1958, pp. 423 - 476.

parti avait pour certains milieux ouvriers. Les recherches sur la conscience nationale des masses ouvrières en Pologne — non seulement sur la conscience nationale polonaise, mais aussi juive, allemande, ukrainienne, biélorusse et lituanienne — exigent d'autres méthodes. Dans ce cas, les mémoires sont de nouveau pour nous la principale source d'informations. Une analyse approfondie des manifestations ouvrières et de leurs motifs peut également être utile. Les spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier, plus compétents que moi, devraient prendre la parole à ce sujet.

Les remarques que je viens de présenter sur le développement de la conscience nationale des masses populaires, se rapportent en principe aux territoires où la population polonaise était particulièrement dense. Ce processus s'est effectué autrement aux confins du pays, et encore autrement en émigration.

Au XIX^e siècle, nous avons affaire à deux situations foncièrement différentes aux confins du pays. A l'est du Bug, les couches possédantes («supérieures», «éclairées») étaient polonaises. Les masses populaires lituanienes et biélorusses (et dans une moindre mesure, ukrainiennes) subissaient durant une période assez longue l'influence de ces couches. L'avancement social des fils de la petite bourgeoisie et de la paysannerie — surtout lorsque des catholiques entraient en jeu — s'identifiait aux confins du pays avec la polonisation. Celle-ci fut freinée dans la seconde moitié du siècle, d'abord par l'activité du gouvernement désireux de russifier ces territoires et, ensuite, par le développement des nationalismes ukrainien, lituanien et biélorusse. C'est alors que s'accrut la dénationalisation de la paysannerie polonaise dispersée à l'est du pays.

La situation de nombreuses régions du pays occupées par la Prusse était diamétralement opposée. Les couches supérieures y étaient presque exclusivement allemandes, et les masses populaires, pour la plupart polonaises. En Haute- et Basse-Silésie, dans le bassin de la Vistule, en Warmie et en Mazurie, la population rurale et urbaine était consciente de la particularité de sa langue, de ses coutumes et, partiellement, de sa religion¹⁰. Ce sentiment de particularité s'affaiblissait cependant sous l'influence des transformations socio-économiques, de l'urbanisation et du déclin des anciennes coutumes rurales. L'avancement social s'identifiait ici avec la germanisation qui était accélérée par la politique de l'État

¹⁰ J. Chlebowczyk, *Świadomość społeczna i narodowa na Śląsku Cieszyńskim w drugiej połowie XIX w.* [La Conscience sociale et nationale en Silésie de Cieszyn dans la seconde moitié du XIX^es.], «Studia i Materiały z Dziejów Śląska», vol. VIII, 1967, pp. 75 - 154; *Ze studiów nad Lompą* [Études consacrées à Lompa], ouvrage collectif sous la rédaction de T. Gospodarek, Wrocław 1964; A. Bukowski, *Udział Floriana Ceynowy w powstaniach 1846, 1848 i 1863 r.* [La Participation de Florian Ceynowa aux insurrections de 1846, 1848 et 1863], «Gdańskie Zeszyty Humanistyczne», 1960, n° 1 - 2, pp. 5 - 47; A. Mańkowski, *Odrodzenie narodowe na Pomorzu w XIX i XX wieku* [La Renaissance nationale en Poméranie au XIX^e et XX^es.], dans: *Polskie Pomorze* [La Poméranie polonaise], ouvrage collectif sous la rédaction de J. Borowski, vol. II, Toruń 1931, pp. 44 - 79.

bien que cette dernière ne semble pas avoir eu une influence décisive. La Haute-Silésie résista à la germanisation, probablement parce qu'elle était grande et riche. Le rythme de l'industrialisation y était si accéléré que la germanisation n'était pas en état d'englober tous les éléments originaires de la campagne. Au déclin du XIX^e siècle, une couche de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie d'origine locale s'était déjà formée en Silésie, couche étroitement liée au peuple, intéressée à défendre sa particularité et désireuse de s'appuyer sur Poznań, Varsovie et Cracovie. Le peuple de cette région avait appris à opposer au gouvernement prussien: d'abord sa propre langue du temps de J. Lompa et de J. Szafrański, ensuite son catholicisme sous la direction de K. Miarka, son caractère silésien sous l'égide de Napieralski et de Korfanty et, enfin, son caractère polonais à l'époque des insurrections et du plébiscite après la Première Guerre mondiale.

La population polonaise en émigration pose un problème complètement différent qu'il n'est pas possible de présenter ici en détail. Signalons-en deux aspects: l'émigrant d'origine paysanne qui cherchait à gagner sa vie à l'étranger, mais s'y trouvait dans un groupe de compatriotes ayant leur propre paroisse et de nombreuses associations, avait plus rapidement conscience de sa propre nationalité que dans sa patrie. Un émigrant vivant seul et dépourvu de l'aide de ses compatriotes, ne parvenait à gagner sa vie à l'étranger qu'au prix de sa dénationalisation.

Il résulte des réflexions que je viens de présenter qu'il n'est pas possible d'enfermer dans une seule formule simplifiée l'histoire du développement de la conscience nationale polonaise au XIX^e siècle. Ce processus était fort complexe, inégal, conditionné par tout un concours de circonstances et différent selon les régions et les groupes sociaux. Mais c'est avant tout un processus insuffisamment étudié jusqu'à ce jour et c'est pour cette raison qu'il esquive toute synthèse.

(Traduit par Janina Kasińska)